

Analyses CSCE 2016

Droit au chômage – droit à l'emploi – droit au revenu

ONEM, FOREM, ACTIRIS et Chasse aux chômeurs : ce qui change, Yves Martens, CSCE - Ensemble n° 90 – mars 2016

Le contrôle de la disponibilité des chômeurs, que nous avons rebaptisé «chasse aux chômeurs », a été régionalisé. Pour poursuivre la chasse ou changer de modèle?

Bruxelles se donne le temps, Yves Martens, CSCE - Ensemble n° 90 – mars 2016

La région de Bruxelles-Capitale est la seule à ne pas avoir repris le contrôle de la disponibilité des chômeurs dès le 1er janvier 2016. Bonne ou mauvaise idée?

Exclus des allocations d'insertion : surtout des femmes wallonnes, Yves Martens, CSCE - Ensemble n° 91 – juin 2016

Quel est le bilan des mesures prises depuis 2012 contre les allocataires d'insertion? Sans surprise, malheureusement, des exclusions massives qui touchent principalement les femmes, surtout en Wallonie, et en particulier dans les communes qui étaient déjà les plus pauvres.

Sanctions chômage : un décodeurs pour s'y retrouver, Yves Martens, CSCE - Ensemble n° 91 – juin 2016

L'arsenal de sanctions contre les chômeurs n'a cessé de grossir depuis 2004. Au-delà de notre traditionnelle analyse des chiffres, nous avons voulu détailler, sous une forme pratique, les différents mécanismes et ce qu'ils recouvrent.

Cohabiter séparément?, Yves Martens (CSCE), www.ensemble.be, décembre 2016.

Le CSCE s'est positionné dès ses débuts pour l'individualisation des droits, avec comme première étape la suppression du statut cohabitant dans toutes les branches de la sécurité sociale. En attendant, certaines décisions des tribunaux créent quelques brèches, qu'il serait intéressant d'élargir.

Allocations d'insertion : deux ans après, un nouveau chaos! ; Yves Martens (CSCE) www.ensemble.be – décembre 2016

Depuis quelques années, la question de la fin de droit aux allocations d'insertion revient régulièrement à la Une de l'actualité. Début 2015, une partie du public visé avait obtenu in extremis un sursis de deux ans. Il s'agissait de personnes présentant des difficultés spécifiques. Que s'est-il passé pour elles durant ces deux ans et quel est leur avenir?

Les allocations d'insertion au tribunal, Yves Martens, CSCE - Ensemble n°92 - décembre 2016

Les recours contre la fin de droit aux allocations d'insertion se multiplient. Avec des succès divers. Zoom sur une dizaine de jugements que nous avons analysés.

Chômeurs et syndicats : faire plus et mieux! Guéric Bosmans, Agir par le culture n° 46, p. 20, juin 2016

L'organisation collective des travailleurs et travailleuses sans emploi (TSE), et plus particulièrement leur rapport avec les organisations de masse, notamment les organisations syndicales (OS) pose question : où en est-on? quels sont les enjeux futurs?

Pas de Réduction Collective du Temps de Travail sans rupture, Arnaud Lismond-Mertes (CSCE) www.ensemble.be ; (2016),

La Réduction Collective du Temps de Travail (RCTT) est intimement liée à l'histoire longue du mouvement ouvrier. L'évoquer aujourd'hui en Belgique n'a de sens que dans le cadre un engagement global en faveur d'une stratégie consciente de rupture systémique.

Taxis contre Uber : nouveaux éléments à charge Denis Desbonnet, CSCE - Ensemble n° 90 – mars 2016.

Enquête sur l'Ubérisation de l'économie, à partir de l'exemple emblématique de la multinationale qui a donné le nom à cette « économie de plate-forme », soi-disant collaborative, ce « taxi du pauvre » qui impacte déjà directement le secteur des véritables professionnels, agissant dans un cadre réglementé.

En chômage aussi : un "nouveau STO"? Bernadette Schaeck et Denis Desbonnet, CSCE - Ensemble n°92 - décembre 2016

Ce n'est pas que dans l'aide sociale des CPAS que le « Service Communautaire » est à l'ordre du jour gouvernemental. En fait, cette première application est clairement un « test », avant son extension au régime chômage, comme la déclaration gouvernementale n'en fait aucun mystère.

La rage excluatoire, Denis Desbonnet (CSCE), Contrastes, Septembre 2016, p. 10

Examen des principales mesures visant les chômeurs, et plus globalement l'assurance-chômage, prises par le gouvernement Michel, véritable catalogue du musée des horreurs.

CPAS et Droit à l'aide sociale

Le doute ne profite pas au pauvre, Judith Lopes Cardozo, CSCE - Ensemble n° 92, p. 18 – décembre 2016

La «lutte contre fraude sociale», pivot central des dernières politiques gouvernementales, a très souvent des effets dévastateurs pour les usagers des CPAS. Face au poids et aux armes des machines administrative et judiciaire, les usagers sont pour ainsi dire sans défense. La preuve par le cas d'"Antoine".

L'intégration sociale activée en CPAS, voie tracée vers l'exclusion ? Judith Lopes Cardozo, CSCE - Ensemble n° 90, p. 35 – mars 2016

Suite à l'absence de décision du CPAS de valider son projet d'études et puis, au refus de ce dernier de considérer ce projet comme une raison d'équité suffisante la dispensant de la condition d'être disposée à travailler, Sophie va se retrouver de plus en plus menacée de perdre tout droit à l'intégration sociale.

"L'assistantat", c'est indigne... Vive les travaux forcés ! Bernadette Schaeck, ADAS et Denis Desbonnet, CSCE - Ensemble n° 92 - décembre 2016

Avec le gouvernement Michel, on assiste dans notre pays à l'attaque la plus grave depuis la guerre contre la Sécurité sociale, et plus globalement la protection Sociale, notamment par rapport à l'aide délivrée par les CPAS.

Volontairement obligatoire ou obligatoirement volontaire ? Denis Desbonnet et Yves Martens, CSCE - Ensemble n° 92 - décembre 2016

Analyse du « Service Communautaire » (prétendument volontaire, mais potentiellement obligatoire) instauré à l'attention des usagers du CPAS, qui se base sur plusieurs réactions :

celles de la Plate-forme francophone du Volontariat et du président du Conseil des Volontaires, celle du Conseil d'État, qui a rendu un avis sans équivoque et très sévère, ainsi que, enfin, celle de l'aDAS, qui a lancé un Appel qui incite les CPAS à se déclarer « hors Service Communautaire ».

Le « service communautaire » des usagers du CPAS au regard du droit, Arnaud Lismond-Mertes (CSCE), www.ensemble.be, (2016) ;

Du bénévolat volontaire mais potentiellement obligatoire pour les usagers du CPAS, est-ce légal ? C'est la question que devra trancher le Conseil d'État suite à un recours introduit par le Collectif solidarité contre l'exclusion et la Ligue des Droits de l'Homme. Différents moyens juridiques ont été avancés pour plaider l'annulation de cette mesure.

Le dossier social électronique à la lumière du secret professionnel Gérald Hanotiaux, CSCE - Ensemble n° 90 – mars 2016 ,

Le projet de dossier social électronique, pour les centres publics d'action sociale (CPAS), a fait son retour dans l'actualité durant l'année 2015. Ses enjeux sont importants, au regard de la survie du secret professionnel des travailleurs sociaux.

Le dossier social électronique à la lumière de la vie privée

Gérald Hanotiaux, CSCE - Ensemble n° 91 – juin 2016

Le système d'échange de données entre les CPAS nommé « Dossier social électronique » pose de graves problèmes au niveau du respect de la vie privée des usagers des CPAS.

Accès à l'énergie

Eandis chinois ? Chronique d'une privatisation avortée, Paul Vanlerberghe, CSCE - Ensemble – n°92, p. 56 - décembre 2016

Une bataille autour du distributeur de gaz et d'électricité Eandis a secoué la Flandre, l'été dernier. Le management d'Eandis a voulu organiser une semi-privatisation en faisant entrer dans le capital State Grid Corporation of China , le plus grand distributeur du monde. La société civile a allumé le feu de la contestation. Le monde politique a pris la relève.

Energie : Des pratiques à améliorer Paul Vanlerberghe, CSCE – Ensemble ! - n°91, p. 46, juin 2016

Le nombre de consommateurs qui ont porté plainte auprès du Service de Médiation de l'Energie a globalement diminué en 2015. Mais les plaintes contre les pratiques de vente ont, elles, bel et bien augmenté. Les problèmes se posent principalement lors du prolongement tacite du contrat, ou à l'occasion d'un renouvellement de contrat.

Energie : Trop faibles consommateurs ? Nicolas Poncin, CSCE – Ensemble ! - n°90, p. 60, mars 2016

Lorsque le marché du gaz et de l'électricité a été libéralisé en 2007, les syndicats et la Coordination Gaz-Electricité-Eau Bruxelles (CGEE) se sont inquiétés des répercussions auprès des consommateurs. Où en sommes-nous aujourd'hui en région bruxelloise ? Constats à partir de l'accompagnement quotidien des consommateurs

Energie : Quelle protection pour les Bruxellois ? Claudy Vigneron, CSCE - Ensemble - n° 90, p. 58, mars 2016

Brugel, le régulateur régional du marché de l'énergie, organisait récemment une conférence sur la protection du consommateur de gaz et d'électricité au parlement bruxellois. Dans la salle, où très peu de députés s'étaient déplacés, le petit monde de l'énergie était au grand complet : les fournisseurs (Electrabel, Luminus, Octa +, Lampiris, etc.) le gestionnaire de réseau (Sibelga), les médiateurs fédéraux de l'énergie, des représentants de CPAS, Infor GazElec, le rwade, etc.

Accès à la justice

Les juridictions du travail : un espoir de justice sociale ?, Yves Martens, CSCE - Ensemble n°92 - décembre 2016

Quel accès à la justice ont les personnes sans emploi? Quel est le rapport de forces avec les institutions de Sécurité sociale? Les tribunaux jouent-ils un rôle de sauvegarde de la protection sociale

Une aide juridique moins automatique et moins accessible, Yves Martens, CSCE - Ensemble n°92 - décembre 2016

L'aide juridique est réformée dans le sens d'un accès plus restreint, plus contrôlé. Le refinancement qui devait l'accompagner est reporté. Ensemble! a voulu savoir ce qui allait changer précisément pour les personnes les plus précarisées devant faire appel à la justice

Lutte contre la pauvreté

Les indicateurs de pauvreté sont-ils pertinents ? Yves Martens (CSCE) , www.ensemble.be – décembre 2016

Les indicateurs de pauvreté utilisés au niveau européen et donc en Belgique sont au nombre de trois, ce qui est censé permettre d'en saisir les différentes dimensions. Il s'agit de la « Pauvreté monétaire », de la « Privation matérielle » et de l' « Intensité du travail ». Tous trois posent question et représentent des risques auxquels les acteurs sociaux et politiques doivent être attentifs. C'est que nous avons voulu décortiquer en détail.

Troisième Plan fédéral de lutte contre la pauvreté : un peu de bruit pour pas grand-chose? , Yves Martens (CSCE) – décembre 2016

La secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté, Elke Sleurs (N-VA), a présenté un plan très peu consistant et dont les rares éléments concrets sont plus que discutables.

Union européenne

L'européisme après l'expérience grecque, Arnaud Lismond-Mertes (CSCE), Ensemble n° 90, p. 69

Un vieux monde disparaît en Europe, une nouvelle ère politique s'ouvre. L'euro et l'Union européenne sont-ils réformables, ou bien faut-il en sortir? Depuis quelques années, ce débat s'est timidement ouvert au sein de la gauche intellectuelle française quant à la possibilité (ou non) de donner une dimension sociale à l'Union européenne ou à l'opportunité de sortir de la zone euro. Il est aujourd'hui relancé par l'«expérience grecque».

Euro : stop ou encore ? Arnaud Lismond-Mertes (CSCE), Ensemble n° 92, p. 50

Sur les ruines de la Grèce et après la défaite politique de Syriza, le débat sur l'Union européenne et sur l'euro a timidement commencé à s'ouvrir. Pour Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie, «L'Euro menace l'avenir de l'Europe», et il faut envisager «un divorce à l'amiable». Pour le social-libéral Jacques Delors, il faut au contraire «réparer, consolider, protéger l'acquis de l'euro.»

Droits fondamentaux - racisme

Le négationnisme belge Arnaud Lismond-Mertes (CSCE), Ensemble n° 92, p. 60
Depuis Léopold II jusqu'à aujourd'hui, les crimes de la colonisation belge font l'objet d'un négationnisme national organisé par l'establishment. Si celui-ci a évolué dans ses formes, il reste prédominant. Nous, Belges postcoloniaux, ne sommes pas responsables de ces crimes. Mais nous avons hérité de la responsabilité de leur reconnaissance.

Etudes CSCE 2016

Le dossier social électronique à la lumière de la vie privée. Géraldf Hanotiaux (CSCE), www.ensemble.be (2016).

Ce second volet de l'étude sur le dossier social électronique analyse les enjeux du système en termes de respect de la vie privée. Nous y présentons la notion de vie privée dans le droit international et dans le droit belge. Cette notion, dans une époque largement technophile, est par ailleurs à contextualiser dans les perceptions que peut en avoir la population. Nous nous penchons avec précision sur le rôle joué par la Commission de protection de la vie privée dans l'imposition de ce nouveau système et sur l'avis qu'elle a rendu ainsi que sur les déclarations du vice-président de la Commission relatives à cet avis. Par ailleurs, depuis la parution du premier volet, le coup d'accélérateur redouté a été activé : Willy Borsus, ministre de l'Intégration sociale, a adressé, le 23 décembre 2015, une circulaire à tous les présidents de CPAS, lançant le processus de mise en place du système. Nous faisons le point de l'état de la mise en pratique du système à la fin 2016.

La proposition de revenu de base de Ph. Defeyt, chant du cygne d'une écologie politique « ni de gauche ni de droite ». Arnaud Lismond-Mertes (CSCE), www.ensemble.be, (2016)
Philippe Defeyt (Ecolo) est actuellement le principal propagandiste en Belgique de l'idée d'"allocation universelle" (ou "revenu de base"), qu'il a formalisée dans une note écrite et chiffrée, traçant plus précisément les contours de sa proposition. Cette note et un récent débat que nous venons d'avoir ont été l'occasion d'étudier plus précisément son projet, notamment à la lumière des différentes critiques (syndicales, féministes, politiques...) déjà recueillies. Après l'examen de sa note, nous maintenons notre jugement : le projet qu'il défend est bien un miroir aux alouettes qui pourrait être fatal pour nos acquis sociaux. Nous risquons également une interprétation politique de cette proposition de M. Defeyt. Il s'agit, dans le cadre de la crise systémique qui frappe actuellement l'Europe occidentale, d'une tentative désespérée de réponse par rapport à cette crise de la part d'un courant de l'écologie politique, résolument interclassiste, qui refuse de se définir dans le cadre de l'antagonisme entre travail et capital.